

VEILLE NUMERIQUE - ROYAUME-UNI

Economie numérique et régulation, télécommunications et réseaux, données, cybersécurité, écosystème *tech*

SOMMAIRE

Fait marquant

- La CJUE estime que les programmes de collecte de masse de données par les services de sécurité britanniques sont contraires au droit européen

Economie numérique et régulation

- Le département des finances publiques britannique admet qu'*Amazon* ne sera pas affecté par la nouvelle taxe digitale, qu'il répercutera sur les vendeurs utilisant la plateforme
- Le syndicat *Prospect Union* appelle le gouvernement à mieux réguler les technologies de télésurveillance
- Le secteur de la *tech* devrait jouer un rôle central dans la future stratégie industrielle du Royaume-Uni, selon les experts interrogés

Télécommunications et réseaux

- Les autorités de la concurrence chinoise et britannique appelées à s'exprimer sur le rachat d'*Arm* par *Nvidia*, tandis que ce dernier annonce un investissement de 40 M£ à Cambridge

Données

- Selon l'*Information Commissioner's Office*, *Cambridge Analytica* n'aurait pas influencé activement la campagne du Brexit

Cybersécurité

- Selon une enquête parlementaire, le déploiement de la 5G au Royaume-Uni augmenterait les risques pour la sécurité nationale
- Un nouveau centre de recherche sur la lutte contre les contenus préjudiciables en ligne a été inauguré

Ecosystème *tech*

- *Crowdcube* et *Seedrs*, deux acteurs majeurs du crowdfunding britanniques, ont fusionné
- Le Ministère du Commerce extérieur lance un concours pour les start-ups européennes
- L'acquisition de l'américain *Grubhub* par le britannique *Just Eat* a été approuvée par son assemblée générale extraordinaire

Principales levées de fond de startups britanniques entre le 2 et 18 octobre 2020 :

- [Origin](#), *FinTech* (plateforme d'émission d'obligations) : [Série A](#)
- [Spoon Guru](#), *FoodTech* (personnalisation des résultats de recherches alimentaires) : [Série A](#)
- [Hometree](#), *InsurTech* (produits d'assurance habitation) : [Série A, 7 M€](#)
- [Numan](#), *HealthTech* (application de e-santé pour hommes) : [Série A, 10M€](#)
- [Qatalog](#), *SaaS* (plateforme de collaboration pour les équipes en télé-travail) : [Série A, 12,7 M€](#)
- [Knoma](#), *EdTech* (emprunts pour des formations *tech*), [Série A, 21 M€](#)
- [Your.MD](#), *HealthTech* (application de vérification des symptômes) : [Série A, 25 M€](#)
- [Oribiotech](#) [américano-britannique], *HealthTech* (fabrication de thérapies génétiques) : [Série A, 30 M\\$](#)
- [Molo](#), *FinTech* (prêts hypothécaires en ligne), [Série A, 266 M€](#)
- [AcessFintech](#), *FinTech* (service de gestion des risques) : [Série B, 20 M\\$](#)
- [Envisics](#), *Augmented Reality* (plateforme d'holographie) : [Série B, 50 M\\$](#)
- [Evrythng](#), *Cloud* (plateforme d'internet des objets) : [Venture Round, 10 M\\$](#)
- [Meatless Farm](#), *FoodTech* (production de viande végétalienne) : [Venture Round, 31 M\\$](#)
- [Oxford Nanopore Technologies](#), *HealthTech* (systèmes électroniques d'analyses basées sur les nanopores) : [Venture Round, 39 M€](#)
- [Rockley Photonics](#) [américano-britannique], *Hardware* (solutions optiques intégrées) : [Venture Round, 50 M\\$](#)
- [Arrival](#), *Mobilité* (fabrication de véhicules de transport public à zéro émission) : [Venture Round, 118 M\\$](#)

Rapports [en anglais]

- [Frontier Economics, Tech Nation Impact Evaluation, A report prepared for the Department of Digital, Culture, Media and Sports, May 2020](#) : étude d'impact sur le programme d'appui aux start-ups *Tech Nation* commandée par le Ministère chargé du numérique.
- [Exits in the UK, Acquisitions and IPOs, 2011 – 2020, Triple Point, Beauhurst](#) : analyse par un cabinet de conseil et une plateforme de données sur la *tech* des *exits* – acquisitions et introductions en bourses - d'entreprises britanniques à forte croissance.
- [Bouncing Back Together, Innovation Monitor 2020, Infor, MAKE UK](#) : rapport de la fédération professionnelle des industriels sur la transformation digitale de l'industrie britannique.
- [Trades Union Congress, Challenging Amazon: What can we do about Amazon's treatment of its workers ?](#) : rapport de l'organisation fédératrice des syndicats britanniques sur les conditions de travail du géant américain du e-commerce, qui appelle notamment le gouvernement à faire pression sur ce dernier à travers ses contrats, représentant 650 M€ depuis 2015.
- [The Plexal Startup Tracker](#) : selon les données sur 30 000 start-ups de *Plexal* – centre d'innovation londonien – et *Beauhurst* – plateforme de données sur la *tech*, plus de 1 000 start-ups britanniques ont été placées en redressement judiciaire, ou ont entamé une procédure de dissolution-liquidation entre le 23 mars et le 12 octobre 2020, dont 273 en septembre – un record depuis 10 ans.

➔ Note du Service économique régional de Londres : [Etat des lieux de la politique d'Open Data au Royaume-Uni, 28 septembre 2020](#)

FAIT MARQUANT

La CJUE estime que les programmes de collecte de masse de données des services de sécurité britanniques sont contraires au droit européen

Dans une [décision](#) du 6 octobre, la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a confirmé que le droit européen n'autorisait la collecte de données personnelles à des fins judiciaires et de renseignement que dans le cas d'une menace grave pour la sécurité nationale. Ainsi, les réglementations nationales, particulièrement en France, Belgique, et Royaume-Uni, imposant aux fournisseurs de services de communications la conservation et transmission généralisées des données de connexion Internet et téléphoniques – afin que policiers, magistrats ou services de renseignement puissent y accéder - est contraire au droit de l'UE.

Cette décision pourrait diminuer les chances du Royaume-Uni d'obtenir une décision d'adéquation (« *data adequacy* ») de la Commission européenne, nécessaire pour préserver la libre circulation des flux de données de l'Union européenne vers le Royaume-Uni après la fin de la période de transition. En effet, l'*Investigatory Powers Act* de 2016 oblige les opérateurs de téléphonie mobile à stocker toutes les données de leurs clients pendant un an, que les utilisateurs aient eu des activités criminelles ou non, à des fins de sécurité nationale.

ECONOMIE NUMERIQUE ET REGULATION

Le département des finances publiques britannique admet qu'Amazon ne sera pas affecté par la nouvelle taxe digitale, qu'il répercutera sur les vendeurs utilisant la plateforme – La nouvelle taxe sur les services numériques de 2 % annoncée par Rishi Sunak en avril, a pour objectif de faire payer aux géants mondiaux du numérique « leur juste part pour soutenir le secteur public ». Cependant, le *HMRC* (*Her Majesty's Revenue & Customs*) aurait admis, selon le [Times](#), que la manière dont la taxe a été mise en place implique qu'Amazon ne la paierait que sur les revenus qu'elle reçoit des vendeurs tiers qui utilisent sa plateforme. Amazon a de plus déclaré qu'il répercuterait la taxe sur ces derniers, en leur faisant payer des frais d'utilisation plus élevés. La taxe est critiquée par plusieurs fédérations d'entreprise, dont la *British Independent Retailers Association* : son directeur général, Andrew Goodcare, a déclaré que « tout ce que la taxe a fait, c'est faire payer davantage et gagner moins aux petits vendeurs, tandis qu'Amazon gagne un avantage concurrentiel ».

Le syndicat Prospect Union appelle le gouvernement à mieux réguler les technologies de télésurveillance – Un [sondage](#) réalisé par le syndicat d'ingénieurs et de scientifiques a mis en évidence que les technologies de contrôle du travail à distance – comme la surveillance du clavier ou par caméra - gênent deux tiers des employés interrogés. Dans un contexte où le gouvernement encourage de nouveau le télétravail, le syndicat estime que ce dernier doit entamer une discussion sur l'utilisation des nouvelles technologies, associant les entreprises, les syndicats et les sociétés technologiques, afin de définir de nouveaux droits pour les télétravailleurs.

Le secteur de la tech devrait jouer un rôle central dans la future stratégie industrielle du Royaume-Uni selon les experts interrogés – La Commission *Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS) du Parlement a entrepris des travaux sur l'actualisation de la [stratégie Industrielle adoptée en 2017](#), afin de tenir compte des conséquences de la pandémie et du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le 8 octobre, la commission parlementaire a reçu une [session](#) de témoignages d'experts de la *tech*, dont le PDG de l'Association des *HealthTech* britanniques et le directeur général adjoint de *Tech UK*, fédération professionnelle représentant les acteurs de la *tech*. Ce dernier a indiqué à la Commission que la nouvelle

stratégie devrait être axée sur la numérisation et l'innovation, et a appelé à de nouvelles solutions pour innover dans les nouvelles conditions de travail – en particulier en télétravail.

TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX

Les autorités de la concurrence chinoise et britannique appelées à s'exprimer sur le rachat d'Arm par Nvidia, tandis que ce dernier annonce un investissement de 40 M£ à Cambridge – Les fabricants chinois de puces électroniques ont appelé le gouvernement à examiner le projet d'acquisition d'Arm par Nvidia, sur la base du risque de contrôle par la société américaine d'une technologie essentielle - utilisée dans la majorité des smartphones dans le monde. L'autorité de la concurrence chinoise peut être également amenée à se prononcer, Arm ayant une filiale en Chine - *Arm China*. Dans le même temps, Darren Jones, le président de la commission parlementaire des entreprises, a demandé au ministre des entreprises, Alok Sharma, de préciser les garanties d'emploi que Nvidia a fournies au gouvernement, appelant également ce dernier à faire examiner le rachat par l'autorité de la concurrence britannique. Si Nvidia a indiqué qu'il maintiendrait l'emploi d'Arm au Royaume-Uni, il n'a pas donné de garanties légales précises. Toutefois, l'annonce récente par Nvidia d'un projet de super-ordinateur à Cambridge – ville du siège d'Arm - est interprétée par certains comme un signal positif en ce sens. Appelé « *Cambridge-1* » et financé à hauteur de 40 M£, il serait destiné aux chercheurs médicaux utilisant l'intelligence artificielle pour étudier, entre autres, la Covid-19.

DONNEES

Selon l'Information Commissioner's Office, Cambridge Analytica n'aurait pas influencé activement la campagne du Brexit – Le [rapport](#) de l'ICO (régulateur des données personnelles et équivalent de la CNIL en France), issu de trois années d'enquête, a conclu, en l'absence de preuves d'une utilisation abusive de données par l'entreprise de marketing digital, à l'impossibilité d'entamer des poursuites judiciaires sur ce motif. Pour mémoire, Cambridge Analytica, qui a fait faillite en 2018, a été accusée par des défenseurs des droits numériques d'avoir collecté illégalement des données personnelles pour influencer le résultat du référendum sur le Brexit. Selon le régulateur, les modèles mathématiques utilisés n'avaient pas le pouvoir de « micro-cibler des individus avec des messages politiques », comme l'affirmait l'entreprise. La Commissaire à l'information, Elisabeth Denham, a toutefois indiqué que les activités de Cambridge Analytica confirmaient « les vulnérabilités systémiques de nos systèmes démocratiques ».

CYBERSECURITE

Selon une enquête parlementaire, le déploiement de la 5G au Royaume-Uni peut présenter des risques pour la sécurité nationale – Tout en saluant l'avancée technologique que constitue la 5G, le [rapport](#) de la Commission de défense de la Chambre des communes, intitulé « la Sécurité de la 5G », souligne les risques de cyberattaques – auxquelles le Royaume-Uni est de plus en plus souvent confronté – associés à son déploiement. Ainsi, si les Parlementaires estiment que le projet de retrait des équipements Huawei d'ici 2027 est une « décision sensée » au vu des impératifs techniques et économiques, une pression des alliés ou des menaces accentuées de la Chine pourraient justifier un retrait dès 2025. Le rapport affirme également qu'il existe des « preuves évidentes de collusion » entre le géant des télécommunications et le Parti Communiste Chinois, et recommande au gouvernement de prendre des dispositions dans le projet de *National Security and Investment Bill* pour empêcher les investissements chinois dans les secteurs critiques de l'industrie en cas de menaces chinoises. Enfin, le

rapport constate que la Chine domine le secteur des télécommunications et que le Royaume-Uni manque de capacité industrielle dans le domaine, et soutient le développement d'alternatives aux technologies chinoises par un club des démocraties (D10). Il souhaite enfin que le gouvernement travaille à la diversification du marché britannique des télécoms [cf veille n°1 sur le groupe de travail annoncé le 23 septembre par Oliver Dowden].

Un nouveau centre de recherche sur la lutte contre les contenus préjudiciables en ligne a été inauguré – Le *UK Research and Innovation* – agence gouvernementale de l'innovation - a [annoncé](#) le 14 octobre l'ouverture du *National Research Centre on Privacy, Harm Reduction and Adversarial Influence (REPHRAIN)*, qui bénéficiera d'une dotation de 7 M£. Le centre réunira des chercheurs de cinq universités britanniques, qui travailleront avec des parties prenantes de l'industrie, du secteur public et de la société civile pour développer des outils de protection de la vie privée et de la sécurité en ligne des citoyens. Ces outils permettront notamment de signaler les préjudices en ligne dans les médias sociaux et d'établir une cartographie pour identifier et éviter les différentes menaces telles que la fraude ou la désinformation.

ECOSYSTEME TECH

Crowdcube et Seedrs, deux acteurs majeurs du crowdfunding britanniques, ont fusionné – Les leaders européens du crowdfunding, [Crowdcube](#) et [Seedrs](#), ont [décidé](#) de fusionner pour devenir « l'une des plus grandes plateformes de *private equity* au monde », évaluée à 140 M£. Depuis 2011, plus de 2 Md£ ont été investis dans des campagnes sur les deux plateformes combinées, qui ont assuré le financement de plus de 1 500 entreprises. Avant que la fusion ne soit formellement réalisée, elle devra être approuvée par les actionnaires, l'Autorité de la concurrence et des marchés (CMA) et l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FCA). La transaction devrait être finalisée d'ici début 2021.

Le Ministère du Commerce extérieur lance un concours pour les start-ups européennes – Le 6 octobre, Le *Department for International Trade* a [lancé](#) la première édition européenne des *Tech Rocketship Awards*, qui a pour objectif d'identifier huit scale-ups prometteuses, ayant la volonté de s'internationaliser. L'objectif est de leur présenter l'écosystème britannique à travers une « visite gratuite et personnalisée du Royaume-Uni » et des rencontres avec des investisseurs, incubateurs et hubs d'innovation. Des concours similaires ont déjà été organisés dans cinq autres régions du monde.

L'acquisition de l'américain Grubhub par le britannique Just Eat a été approuvée par son assemblée générale extraordinaire – Le rachat par *Just Eat* de son concurrent *Grubhub* pour 6,9 Md\$, afin de créer la plus grande entreprise de livraison de repas en dehors de la Chine - avec des activités dans 25 pays - a été [acceptée](#) par les actionnaires de *Just Eat*. En septembre, l'entreprise britannique avait reçu les autorisations réglementaires requises pour l'opération. L'acquisition devrait être conclue au cours du premier semestre de l'année prochaine. L'entreprise aura son siège social aux Pays-Bas et son siège nord-américain à Chicago, tout en gardant présence importante au Royaume-Uni, a déclaré *Just Eat*.

Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Alice WODA (attachée numérique) et revue par Stanislas GODEFROY (chef du pôle sectoriel)

